



Communiqué intersyndical – crise sanitaire

NOS VIES PASSENT AVANT LEURS PROFITS

La crise sanitaire que nous traversons a conduit le gouvernement à prendre des mesures exceptionnelles de fermeture des lieux accueillant du public et de confinement général. Les organisations syndicales départementales CGT, FO, FSU, Solidaires, CNT et MNL de la Manche ont toutes pris leurs responsabilités en fermant leurs sites d'accueil et en annulant ou reportant l'ensemble de leurs activités, notamment la manifestation prévue le 31 mars contre le projet de contre-réforme des retraites.

En tant qu'organisations syndicales, notre priorité absolue est de défendre les travailleurs et les travailleuses, leur santé et leur sécurité, comme celles de l'ensemble de la population.

Le gouvernement tient un double discours en formulant des injonctions contradictoires : d'un côté l'obligation d'un confinement ferme interdisant de voir ses proches ; de l'autre, l'obligation d'aller travailler quand le télétravail n'est pas possible.

Mais pour nous, la priorité c'est la sécurité de la population, pas le PIB et les profits éhontés des patrons et des actionnaires !!

Le gouvernement se refuse à lister de manière exhaustive les entreprises dites essentielles et incitent finalement tout le monde à aller travailler ; il est inadmissible que des secteurs qui ont fait le choix d'arrêter leur activité, comme le BTP, soient qualifiés de « défaitistes » : **la vraie solidarité est bien de mettre l'ensemble de la population à l'abri et d'éviter au maximum la propagation du coronavirus.**

Dans beaucoup d'entreprises, les salarié-es ont fait valoir leur droit de retrait, considérant à juste titre faire face à un danger grave et imminent. Les dirigeants les ont souvent contraint-es à reprendre le travail, au mépris de leur santé et leur sécurité et aussi de leurs proches.

Le secteur médical et social manque de personnel et d'équipement de sécurité (manque de masques, de gants, de gel hydroalcoolique) pour garantir la santé et la sécurité des personnels.

Les services publics, à commencer par la FPH, ont , une fois de plus, démontré leur rôle essentiel dans la société. Ils peuvent, en tant que garants de l'intérêt général, être un des fondements du "monde d'après". Pour autant, celles et ceux qui dispensent ces services publics sont aussi des travailleur-euses et des citoyen-nes . Tout-es les agent-es qui doivent rester par nécessité absolue en contact avec le public doivent être protégé-es avec le maximum d'efficacité.

Rien ne justifie leur mise en danger par une présence inutile sur les lieux de travail. Si le travail est continué sous d'autres formes, par exemple à la maison, le personnel ne peut être tenu de maintenir le service rendu au même niveau.

Nous pensons aux femmes, très majoritaires dans la plupart des secteurs encore en activité : la santé, l'aide à domicile, la grande distribution... Elles cumulent souvent l'obligation, générant stress et anxiété, d'aller travailler sur des postes exposés, et des emplois précaires, pénibles, en horaires morcelés, et peu rémunérés. Cette crise doit amener à une réflexion sur ces métiers essentiels à la société, afin de les revaloriser et de reconnaître enfin à leur juste place celles et ceux qui les exercent : statut, salaires, formation, conditions de travail et des départs en retraite.

Nos organisations appellent solennellement à fermer toutes les entreprises non indispensables et à mettre à disposition des moyens de protection pour l'ensemble de la population (masques, test, ...) afin de lutter à grande échelle contre le virus.

Nous exigeons qu'aucun-e travailleur-se ne fasse les frais de cette crise sanitaire, que les salaires soient conservés à 100 %, que les licenciements soient interdits, que les contrats et droits soient prolongés.

Nous dénonçons le cynisme écoeurant du gouvernement. Il profite de cette crise pour mettre en œuvre une stratégie du choc et sabrer des droits sociaux : temps de travail, congés payés... Non content d'avoir déclenché cette situation en supprimant les moyens de la recherche et en détruisant les services publics, le gouvernement prétend maintenant faire porter non seulement les efforts mais également la faute sur les travailleur-ses, et notamment les plus précaires. Aucun effort n'est demandé aux grandes entreprises qui profitent de l'argent public, ni à leurs dirigeants qui ne risquent pas des amendes pour non respect du confinement dans des logements urbains exigus...

Nous proclamons dès maintenant, qu'une autre politique est nécessaire pour faire face à la crise. Les personnels soignant-es ne sont pas des héros en train de se sacrifier sur un champ de bataille, ce sont des travailleuses et des travailleurs qui demandent, à juste titre, de pouvoir exercer leur métier dans de bonnes conditions pour le bien commun.

Nous devons d'ores et déjà tirer les conclusions des politiques menées depuis 40 ans et accentuées depuis la présidence Macron. Cette crise n'est pas une parenthèse, elle s'inscrit dans la continuité des politiques néo-libérales menées depuis trop longtemps, qui détruisent les services publics, qui précarisent la société, accroissent les inégalités qui éclatent alors au grand jour. Ces politiques sont dénoncées avec force par nos organisations syndicales mais aussi, plus récemment, par les Gilets Jaunes.

Rappelons ce triste bilan de la politique de la santé :

- 100 000 fermetures de lits en 20 ans
- 4 200 lits d'hospitalisation complète fermés en 2018
- 480 hôpitaux locaux fermés depuis 2002
- 2/3 des maternités fermées en 40 années
- Diminution de 60 % du nombre de lits en psychiatrie générale en 40 années également

Nous en tirerons des leçons, et exigerons que des comptes soient rendus à la population !

Nous nous mobiliserons dès que possible pour exiger l'abrogation et le retrait des lois porteuses de mort, telle la réforme des retraites, celle de l'assurance chômage, de la transformation de la Fonction Publique... Nous nous mobiliserons pour transformer en profondeur notre système économique et politique.

Lorsque la fin de la pandémie le permettra, nous nous donnons rendez-vous pour réinvestir les lieux publics et construire notre "jour d'après". Nous en appelons à toutes les forces progressistes et humanistes, et plus largement à toute la société, pour reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral.

Cherbourg, le 31 mars 2020